



**Agenda de l'atelier de partage du  
Rapport du groupe de personnalités de haut niveau  
Chargé du programme de développement pour  
L'après-2015 et du rapport national des consultations post 2015**

**Vendredi 2 aout 2013**

**Hotel KFP – ex méridien**

<b>Horaires</b>	<b>Activités</b>
<b>9h -9h 30 mn</b>	Mise en place des invités – Pause-café
<b>9h 30 mn – 10h</b>	Mots d'ouverture : <ul style="list-style-type: none"><li>- Monsieur Amacodou Diouf, Président du CONGAD (TBC°</li><li>- Mme Molly Elgin – Cossart, chef de Cabinet du Secrétariat du Panel de Haut niveau</li><li>- M. Boubou Dramane Camara Directeur- Pays PNUD,</li><li>- M. Babacar Mbaye – Directeur Général du Plan du Senegal (DGP)</li></ul>
<b>10h – 10h 30 mn</b>	Présentation du Rapport du Panel de Haut Niveau Par le Prof. Fulbert Géro Amoussouga, Président du Conseil d'analyse économique, Membre du Panel de Haut Niveau
<b>10h 30mn – 11h</b>	Echanges
<b>11h 00 mn – 11H30</b>	Présentation du rapport des consultations nationales par Mme Zeynab Mbengue Wade, Conseillère technique DGP/MEF
<b>11h30 - 12h15</b>	Echanges et discussions sur les Problématiques communes entre les deux rapports et les étapes suivantes du processus d'élaboration de l'agenda POST 2015
<b>12h15 – 12h 30 mn</b>	Synthèse et clôture de l'atelier - DEJEUNER

## SENEGAL. Processus POST 2015

1. **Les trois (03) priorités retenues au Sénégal sont :** la santé, l'éducation, la bonne gouvernance. Pour l'UEMOA, les préoccupations premières sont l'éducation, la santé et la bonne gouvernance. Ces priorités se retrouvent dans l'échelle des trois priorités du Nigeria alors que pour le Ghana, on a les trois suivantes : la sante, l'eau potable et l'assainissement, et l'emploi. On notera le même niveau de priorité accordé par le Sénégal, le Ghana et le Nigéria aux aspects suivants :

- meilleur système de santé (1 ou 2)
- égalité entre homme et femme (13)
- accès à internet et au téléphone (14 ou 15)

2. **Pour l'Agenda post 2015, le Sénégal retient les priorités suivantes :**

1. une bonne éducation
2. un meilleur système de santé
3. un gouvernement honnête et responsable
4. accès à l'eau potable et à l'assainissement
5. bonne nourriture aux prix accessibles
6. meilleures opportunités d'emploi
7. protection contre le crime et la violence
8. actions prises sur le changement climatique

3. **En outre, une échelle des priorités a été tirée des enquêtes ciblées. Elle se présente comme suit :**

1. Accès à une éducation de qualité
2. Accès à une alimentation saine, à l'eau potable et à l'assainissement
3. Opportunités d'emplois meilleurs ou travail décent
4. Accès à l'énergie
5. Lutte contre la dégradation de l'environnement
6. Mise en place d'une économie compétitive et résiliente
7. Accès universel aux soins de santé primaires
8. Equité et genre
9. Accès au logement décent
10. Bonne gouvernance (liberté politique, transparence, etc.).

## SENEGAL. Processus POST 2015

1. **Les trois (03) priorités retenues au Sénégal sont** : la santé, l'éducation, la bonne gouvernance. Pour l'UEMOA, les préoccupations premières sont l'éducation, la santé et la bonne gouvernance. Ces priorités se retrouvent dans l'échelle des trois priorités du Nigeria alors que pour le Ghana, on a les trois suivantes : la santé, l'eau potable et l'assainissement, et l'emploi. On notera le même niveau de priorité accordé par le Sénégal, le Ghana et le Nigeria aux aspects suivants :

- meilleur système de santé (1 ou 2)
- égalité entre homme et femme (13)
- accès à internet et au téléphone (14 ou 15)

2. **Pour l'Agenda post 2015, le Sénégal retient les priorités suivantes :**

1. une bonne éducation
2. un meilleur système de santé
3. un gouvernement honnête et responsable
4. accès à l'eau potable et à l'assainissement
5. bonne nourriture aux prix accessibles
6. meilleures opportunités d'emploi
7. protection contre le crime et la violence
8. actions prises sur le changement climatique

3. **En outre, une échelle des priorités a été tirée des enquêtes ciblées. Elle se présente comme suit :**

1. Accès à une éducation de qualité
2. Accès à une alimentation saine, à l'eau potable et à l'assainissement
3. Opportunités d'emplois meilleurs ou travail décent
4. Accès à l'énergie
5. Lutte contre la dégradation de l'environnement
6. Mise en place d'une économie compétitive et résiliente
7. Accès universel aux soins de santé primaires
8. Equité et genre
9. Accès au logement décent
10. Bonne gouvernance (liberté politique, transparence, etc.).

# POUR UN NOUVEAU PARTENARIAT MONDIAL : VERS L'ÉRADICATION DE LA PAUVRETÉ ET LA TRANSFORMATION DES ÉCONOMIES PAR LE BIAIS DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

Rapport du Groupe de personnalités de haut niveau  
chargé du programme de développement pour  
l'après-2015

## RESUME ANALYTIQUE

*« Ce qui est à la fois notre vision et la responsabilité qui nous est dévolue, c'est de mettre fin à l'extrême pauvreté sous toutes ses formes dans le contexte du développement durable et de mettre en place les éléments constitutifs d'une prospérité durable pour tous. »<sup>1</sup>*

Le Groupe s'est réuni avec un sentiment d'optimisme et de profond respect pour les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). La réduction de la pauvreté la plus rapide de l'histoire de l'humanité a été observée lors des treize années qui ont suivi l'entrée dans le nouveau millénaire : le nombre de personnes vivant en dessous du seuil de pauvreté international fixé à 1,25 dollar par jour a diminué d'un demi-milliard. Le taux de mortalité infantile a diminué de plus de 30 % et près de trois millions d'enfants supplémentaires sont sauvés chaque année par rapport à l'an 2000. Les décès imputables au paludisme ont été réduits d'un quart. Ces progrès sans précédent découlent d'un ensemble de facteurs tels que la croissance économique, l'amélioration des politiques et un engagement mondial en faveur des objectifs du Millénaire pour le développement, qui ont inspiré un cri de ralliement à l'échelle planétaire.

Face à ce succès remarquable, il serait erroné d'abandonner ces objectifs du Millénaire pour le développement et de repartir de zéro. Comme les dirigeants mondiaux en sont convenus à Rio en 2012, de nouveaux objectifs et de nouvelles cibles doivent être définis dans le respect des droits humains universels, et les travaux lancés dans le cadre des OMD doivent être achevés, le point central étant **d'éliminer l'extrême pauvreté** de la surface du globe à l'horizon 2030. Les dirigeants ont fait cette promesse maintes et maintes fois au cours de l'histoire. Aujourd'hui, elle peut enfin être honorée.

Ainsi, un nouveau programme de développement devrait reposer sur l'esprit de la Déclaration du Millénaire et les points forts des OMD, en portant une attention toute particulière à la pauvreté, la faim, l'eau, l'assainissement, l'éducation et la santé. Mais pour réaliser notre vision de la promotion d'un développement durable, nous devons aller au-delà des OMD, qui ne se sont pas suffisamment

appliqués à cibler les personnes les plus pauvres ou victimes d'exclusion. Ils sont restés silencieux sur les effets dévastateurs des conflits et de la violence sur le développement. Des facteurs importants du développement, tels qu'une bonne gouvernance et des institutions qui garantissent l'état de droit, la liberté d'expression ainsi qu'un gouvernement transparent et responsable, n'ont pas été inclus, pas plus que le besoin d'un mode de croissance inclusif favorisant la création d'emplois.

Mais le plus grand échec des OMD réside dans le fait qu'ils ont omis d'intégrer les aspects économiques, sociaux et environnementaux du développement durable tel que l'envisage la Déclaration du Millénaire, et qu'ils n'ont pas pris en compte la nécessité de promouvoir des modèles de consommation et de production durables. De ce fait, l'environnement et le développement n'ont jamais été correctement traités en même temps. Chacun travaillait dur – mais souvent séparément – sur des problèmes interconnectés.

Le Groupe a donc posé quelques questions simples : en premier lieu, que faut-il conserver, modifier ou ajouter aux OMD actuels ? Pour répondre à ces questions, nous avons écouté les points de vue de femmes et d'hommes, de jeunes, de parlementaires, d'organisations de la société civile, de peuples autochtones et de communautés locales, de migrants, d'experts, d'entreprises, de syndicats et de gouvernements. Nous avons notamment entendu s'exprimer des centaines de milliers de personnes partout dans le monde lors de rencontres en face-à-face mais aussi par le biais d'enquêtes, d'entretiens au sein des communautés et de sondages par téléphone portable ou en ligne.

Nous avons examiné les changements importants qu'a connus le monde depuis l'an 2000 et les mutations susceptibles de se développer d'ici à 2030. Nous sommes aujourd'hui un milliard de plus, la population mondiale s'élevant à sept milliards, et un milliard supplémentaire est prévu à l'horizon 2030. Plus de la moitié d'entre nous vit désormais en ville. L'investissement privé dans les pays en développement éclipse les flux d'aide. Le nombre d'abonnements de téléphone portable est passé de moins d'un milliard à plus de six. Grâce à Internet, nombreux sont ceux qui cherchent maintenant à établir des liens commerciaux ou à obtenir des informations aux quatre coins du monde. Pourtant l'inégalité demeure et tous n'ont pas accès aux mêmes opportunités. Le 1,2 milliard de personnes les plus pauvres représente seulement 1 pour cent de la consommation mondiale tandis que le milliard de personnes les plus riches consomme 72 pour cent.

Une tendance en particulier, le changement climatique, déterminera si nous pourrions ou non réaliser nos ambitions. Les preuves scientifiques de la menace directe que celui-ci représente se sont accumulées. Les pressions exercées par des modèles de production et de consommation non viables se manifestent clairement dans des domaines comme la déforestation, la pénurie d'eau, le gaspillage alimentaire et le niveau élevé des émissions de carbone. Les pertes imputables aux catastrophes naturelles – dont les sécheresses, les inondations et les tempêtes – ont augmenté à une vitesse alarmante. Les personnes vivant dans la pauvreté seront les premières et les plus durement touchées par le changement climatique. Les actions menées dès à présent seront bien moins onéreuses que la résolution des problèmes futurs.

Réfléchir à ces questions et en débattre a constitué un véritable parcours de réflexion pour les membres du Groupe.

Lors de notre première rencontre à New York, le Secrétaire général nous a chargés de créer une vision à la fois ambitieuse et pragmatique du développement au-delà de 2015.

À Londres, nos discussions se sont axées sur la pauvreté des ménages : la réalité quotidienne de la vie à la limite de la survie. Nous avons pris en compte les nombreuses dimensions de la pauvreté, y

compris la santé, l'éducation et les moyens de subsistance, mais aussi les demandes pour davantage de justice, une plus grande responsabilisation et la fin des violences à l'égard des femmes. Nous avons également été inspirés par des histoires expliquant comment à force d'efforts et de travail, des personnes ou des communautés avaient pu arriver à une certaine prospérité.

À Monrovia, nous avons parlé de la transformation économique et des éléments constitutifs d'une croissance qui débouche sur l'inclusion sociale et le respect de l'environnement : ou comment exploiter l'ingéniosité et le dynamisme des entreprises pour favoriser le développement durable. De plus, nous avons vu de nos propres yeux les progrès extraordinaires qui peuvent être accomplis lorsqu'un pays jadis ravagé par les conflits peut rétablir la paix et la sécurité.

À Bali, nous nous sommes accordés sur l'importance capitale de mener dans un nouvel esprit un partenariat mondial pour un programme orienté vers les personnes et soucieux de la planète, basé sur le principe de notre humanité commune. Nous sommes convenus de pousser les pays développés à respecter leur part du contrat, en honorant leurs engagements d'aide mais également en réformant leurs politiques commerciales, fiscales et de transparence, en veillant à mieux réguler les marchés financiers et des matières premières mondiaux et en ouvrant la voie du développement durable. Nous sommes convenus que les pays en développement se sont efforcés de financer leur propre développement et qu'ils seront capables d'en faire davantage au fur et à mesure que leurs revenus augmentent. Nous sommes également convenus de la nécessité de gérer les modèles de consommation et de production mondiales de manière plus juste et durable. Et nous sommes surtout convenus qu'une nouvelle vision doit être universelle : elle doit donner de l'espoir mais également définir les responsabilités de chacun dans le monde.

Ces réunions et consultations nous ont stimulés, inspirés et convaincus de la nécessité d'un nouveau paradigme.

Nous ne pensons pas avoir le choix : il faut agir. Nous en avons conclu que le programme pour l'après-2015 sera un **programme universel** qui devra se baser sur **cinq grandes réorientations transformatrices** :

1. **Ne laisser personne de côté.** Nous devons rester fidèles aux promesses initialement contenues dans les objectifs du Millénaire pour le développement et terminer ce qu'ils ont commencé. Après 2015, nous devrions passer de la réduction à l'éradication de l'extrême pauvreté sous toutes ses formes. Nous devrions nous assurer que chacun d'entre nous, indépendamment de son appartenance ethnique, sexe, situation géographique, handicap, race ou autre critère, jouisse des droits humains universels et des opportunités économiques les plus élémentaires. Nous devrions fixer des objectifs visant les groupes victimes d'exclusion, en nous assurant par exemple de suivre les progrès à tous les niveaux de revenus et en offrant une protection sociale pour aider chacun à faire face aux incertitudes de la vie.

Nous pouvons être la première génération de l'histoire de l'humanité à éradiquer la faim et à s'assurer que tous accèdent à un niveau élémentaire de bien-être. Il ne peut y avoir d'excuse. Il s'agit d'un programme universel, pour lequel chacun doit accepter sa part de responsabilité.

2. **Placer le développement durable au coeur des débats.** Pendant vingt ans, la communauté internationale a aspiré à intégrer les dimensions sociales, économiques et environnementales de la durabilité mais aucun pays n'y est encore parvenu. Nous devons agir *maintenant* pour stopper la

progression alarmante du changement climatique et de la dégradation de l'environnement, qui constituent une menace sans précédent pour l'humanité. Nous devons arriver à une plus grande inclusion sociale. Il s'agit d'un défi universel, pour chaque pays et chaque habitant de la planète. Cela nécessitera un changement structurel, avec de nouvelles solutions et de nouvelles opportunités. Les pays développés ont un rôle particulier à jouer en favorisant les nouvelles technologies et en réalisant les progrès les plus rapides en matière de réduction de la consommation non viable. Bon nombre des plus grandes entreprises au monde mènent déjà cette transformation vers une économie verte dans un contexte de développement durable et d'élimination de la pauvreté. Ce n'est qu'en mobilisant ensemble les actions sociales, économiques et environnementales que nous pourrons éradiquer définitivement la pauvreté et répondre aux aspirations de huit milliards d'individus en 2030.

### **3. Transformer les économies pour créer des emplois et favoriser un mode de croissance inclusif.**

Ce que nous attendons, c'est un véritable bond en avant en matière d'opportunités économiques ainsi qu'une transformation économique profonde pour éradiquer l'extrême pauvreté et améliorer les moyens de subsistance. Ceci signifie un changement rapide vers des modèles de consommation et de production durables, en exploitant l'innovation, la technologie et le potentiel des entreprises privées pour créer plus de valeur et favoriser un mode de croissance durable et sans exclusion. Des économies diversifiées, avec l'égalité des chances pour tous, peuvent engendrer un dynamisme créateur d'emplois et de moyens de subsistance, particulièrement chez les jeunes et les femmes.

Il s'agit d'un défi pour chaque pays sur Terre : assurer de bonnes possibilités d'emploi tout en adoptant les modèles

de durabilité de travail et de vie qui seront nécessaires dans un monde aux ressources naturelles limitées. Nous devrions nous assurer que chacun dispose des éléments nécessaires au développement et à la prospérité, y compris l'accès à une éducation et à des compétences de qualité, aux soins de santé, à l'eau salubre, à l'électricité, aux télécommunications et au transport. Nous devrions fournir à chacun les moyens d'investir, de créer une entreprise et de faire du commerce. De plus, nous pouvons redoubler d'efforts pour tirer profit de l'urbanisation rapide : les villes sont les moteurs du monde en matière d'activités commerciales et d'innovation. Bien gérées, elles peuvent créer des emplois, de l'espoir et de la croissance, tout en intégrant la notion de durabilité.

### **4. Construire la paix et créer des institutions efficaces, transparentes et responsables pour tous.**

Vivre à l'abri de la peur, des conflits et de la violence est le droit humain le plus fondamental, et la base essentielle qui permet d'établir des sociétés pacifiques et prospères. Parallèlement, on s'attend partout dans le monde à ce que les gouvernements soient honnêtes, responsables et réceptifs aux besoins des populations. Nous appelons à un changement fondamental, c'est-à-dire à reconnaître la paix et la bonne gouvernance comme étant des éléments essentiels du bien-être, et non pas comme de simples options. Il s'agit là d'un programme universel, pour tous les pays. Des institutions réceptives et légitimes encouragent l'état de droit, les droits fonciers, la liberté d'expression et des médias, le libre choix politique, l'accès à la justice, de même qu'un gouvernement et des administrations publiques responsables. Nous avons besoin d'une révolution en matière de transparence, de façon à ce que les citoyens puissent voir exactement où et comment sont dépensés les impôts, l'aide et les recettes des industries extractives. Ce sont des fins mais également des moyens.

**5. Créer un nouveau partenariat mondial.** La réorientation la plus importante réside peut-être dans un nouvel esprit de solidarité, de coopération et de responsabilité mutuelle qui doit être à la base du programme pour l'après-2015. Ce nouveau partenariat devrait reposer sur une compréhension commune de notre humanité partagée, en soutenant le respect mutuel et le partage des avantages

dans un monde de plus en plus petit. Ce partenariat devrait impliquer les gouvernements mais également inclure d'autres acteurs : les personnes vivant dans la pauvreté, les handicapés, les femmes, la société civile ainsi que les communautés autochtones ou locales, les groupes traditionnellement marginalisés, les institutions multilatérales, les autorités locales et nationales, le milieu des affaires, le milieu universitaire et le mécénat privé. Chaque secteur prioritaire identifié dans le programme pour l'après-2015 devrait être soutenu par des partenariats dynamiques. Le temps est venu pour la communauté internationale d'employer de nouvelles méthodes de travail afin de dépasser le simple programme d'aide et de mettre de l'ordre dans ses affaires : elle doit procéder à une réduction rapide de la corruption, des flux financiers illégaux, du blanchiment d'argent, de la fraude fiscale et de la propriété d'actifs non déclarés.

Nous devons lutter contre les changements climatiques, soutenir le libre-échange et le commerce équitable, l'innovation, le transfert et la diffusion de technologies et promouvoir la stabilité financière. Comme ce partenariat repose sur les principes de l'humanité commune et du respect mutuel, il doit insuffler un nouvel esprit et être complètement transparent. Toute personne impliquée doit être entièrement responsable.

**De la vision à l'action.** Nous pensons que ces cinq changements sont justes, intelligents et nécessaires, mais leur impact dépendra de la façon dont ils seront traduits en priorités et actions spécifiques. Nous nous sommes rendu compte que cette vision serait incomplète sans un ensemble d'objectifs et de cibles indicatifs pour montrer comment ces transformations pourraient s'exprimer sous une forme précise et quantifiable. Ce cadre référentiel est présenté en annexe I, avec une explication plus détaillée en annexe II. Nous espérons que ces exemples aideront à concentrer les efforts et à stimuler le débat.

Les cibles proposées sont ambitieuses mais pragmatiques. Tout comme les OMD, elles ne seraient pas contraignantes mais elles feraient l'objet d'un suivi rigoureux. Leurs indicateurs devraient être ventilés pour que personne ne soit laissé pour compte et les cibles ne devraient être considérées comme « atteintes » que si elles le sont pour tous les groupes sociaux et de revenus concernés. Nous recommandons que tout nouvel objectif soit accompagné d'un système de surveillance indépendant et rigoureux et offre des occasions régulières de rapporter les progrès et les défaillances au niveau des plus hautes instances politiques.

Nous réclamons également **une révolution en matière de données** pour le développement durable, avec une nouvelle initiative internationale pour améliorer la qualité des statistiques et des informations mises à la disposition des citoyens. Nous devrions tirer activement profit des nouvelles technologies, du *crowdsourcing* et des meilleures connectivités pour fournir à la population des informations relatives à l'état d'avancement des cibles.

Le Groupe pense que ces cinq réorientations fondamentales considérées dans leur ensemble, peuvent supprimer les barrières qui maintiennent certaines personnes à l'écart et mettre fin au fléau de l'inégalité des chances, si répandu sur notre planète. Elles peuvent, en fin de compte, regrouper les questions sociales, économiques et environnementales de manière logique, efficace, et durable. Nous espérons par-dessus tout qu'elles pourront insuffler à une nouvelle génération l'espoir qu'un monde meilleur est à sa portée et l'encourager à agir en conséquence.

**ANNEXE VI : SECRÉTARIAT DU GROUPE DE  
PERSONNALITÉS DE HAUT NIVEAU ET INSTITUTIONS**

**Homi Kharas**, Auteur principal et Secrétaire exécutif  
The Brookings Institution

**Karina Gerlach**, Secrétaire exécutive adjointe  
Département des affaires politiques de l'ONU

**Molly Elgin-Cossart**, Directrice du personnel  
New York University, Center on International Cooperation

**David Akopyan**, Directeur des opérations  
Programme des Nations Unies pour le développement

**Asan Amza**, Associé aux opérations  
Programme des Nations Unies pour le développement

**Kara Alaimo**, Responsable de la communication

**Hany Besada**, Spécialiste en recherche  
Institut Nord-Sud

**Haroon Bhorat**, Responsable de recherche  
Université de Cape Town

**Lysa John**, Responsable de la sensibilisation

**Nicole Rippin**, Spécialiste en recherche  
Institut allemand pour le développement

**Nurana Sadikhova**, Spécialiste opérations/finance  
Programme des Nations Unies pour le développement

**Céline Varin**, Associée à la direction  
Programme des Nations Unies pour le développement

**Jiajun Xu**, Spécialiste en recherche junior  
Université d'Oxford

**Natabara Rollosso**n, Coordinateur logistique

**Jill Hamburg Coplan**, Éditrice